

**Fermeture annoncée de la centrale
de Fessenheim :
Communiqué SUD Energie**

SUD Energie dénonce les conditions dans lesquelles a été prise la décision de fermeture de la centrale de nucléaire de Fessenheim. Une telle décision ne devrait être prise que dans le cadre d'une politique énergétique globale à long terme : faut-il poursuivre le nucléaire, faut-il diminuer sa part, quel doit être le mix énergétique du futur ? Il s'agit de choix de société qui doivent donner lieu à un débat démocratique tranché par un référendum.

Ensuite, si la décision de baisser la part du nucléaire, voire d'arrêter cette filière, était retenue de manière démocratique, les fermetures des centrales devraient être anticipées au mieux pour permettre une reconversion satisfaisante de l'ensemble des salariés, ainsi qu'une continuité d'approvisionnement en électricité des usagers.

Or la fermeture de Fessenheim semble être le résultat d'un arrangement politique, conduisant à occulter ce débat. Cela est inacceptable.

SUD Energie n'accepte pas non plus la manière dont certains agitent l'épouvantail des suppressions d'emplois pour défendre telle ou telle filière énergétique. Cela est irresponsable, hypocrite et correspond à une vision irréaliste de la société où les types d'emplois seraient figés à jamais.

Par ailleurs, la manière dont les Directeurs des centrales nucléaires, dans une lettre adressée aux salariés de la production, "s'inquiètent" des emplois, a de quoi agacer alors que ces mêmes directeurs ont pendant des années toléré, voire encouragé les mesures drastiques visant à ne pas embaucher et, à réduire les coûts de maintenance de façon irresponsable.

SUD Energie constate d'ailleurs que cet argument de l'emploi est manié différemment suivant les filières : des centrales thermiques ferment actuellement, entraînant des problèmes sociaux de même nature, dans l'indifférence générale.

Face aux enjeux énergétiques auxquels nous devons faire face dès aujourd'hui, les besoins en personnels sont encore plus importants qu'hier. Toutes les expériences et compétences doivent être mobilisées. En tant qu'entreprise à 85% publique, leader dans la production d'énergie, EDF a le devoir et les moyens de se préparer et de former ses employés à ces changements. Elle doit être exemplaire tant sur le plan social qu'environnemental et donner des perspectives professionnelles à tous les salariés travaillant dans nos unités, aux agents comme aux sous-traitants.

Ne pas vouloir anticiper des transitions énergétiques et jouer la politique de l'autruche ne peut conduire qu'à des drames sociaux. SUD Energie revendique au contraire la définition d'une politique énergétique à long terme, décidée démocratiquement et prenant en compte en amont les questions de reconversion des salariés.

SUD Energie appelle le Gouvernement et EDF à prendre des mesures à la hauteur de la crise sociale et environnementale que nous traversons. Nous restons convaincus qu'un débat public et un référendum sont indispensables pour décider ensemble de l'avenir énergétique de notre pays. Enfin, pour la mise en œuvre cohérente et efficace de nos choix, un service public de l'énergie dans lequel les énergies et les exploitants ne seraient pas en concurrence nous semble un instrument incontournable.

Paris, le 24 septembre 2012